



La CGT départementale communique...

Union Départementale Cgt de Saône et Loire - 5 rue Guynemer - 71200 LE CREUSOT

Tél 03 85 57 35 15 - Mail ud71@cgt.fr

Agenda 2022

Commission Exécutive UD

- Lundi 10 janvier
- Lundi 14 février
- Lundi 14 mars
- Lundi 11 avril
- Lundi 9 mai
- Lundi 13 juin
- Lundi 11 juillet
- Lundi 12 septembre
- Lundi 10 octobre
- Lundi 14 novembre
- Lundi 12 décembre



26 novembre 2021

CUCM : les agents communautaires en grève pour dénoncer les inégalités liées à la réforme du Régime indiciaire des agents de la FPT



Ils étaient une bonne centaine d'agents de la CCM ce vendredi matin devant le château de la Verrerie pour dénoncer la réforme du RIFSEEP.

Des inégalités de traitements entre les services, des inégalités entre agents et agents, un nouveau tableau de répartitions des services qui fait que l'on opposerait les métiers entre eux, la perte du « mois de bon soldat », autant d'acquis que les agents de la collectivité territoriale souhaitent défendre à l'occasion du Comité Technique qui se tenait ce vendredi matin dans les bureaux de la Communauté Creusot Montceau au château de la Verrerie du Creusot.

À l'appel de l'intersyndicale CGT, FO et CFTD, plus d'une centaine d'agents de la Communauté Creusot Montceau, de tous les services, se sont retrouvés pour montrer au Président David Marti et aux membres du Comité Technique leur profond désaccord avec les propositions faites dans le cadre de la réforme du Régime indemnitaire des fonctionnaires de l'État (RIFSEEP) qui voit notamment tous les agents de la Fonction Publique Territoriale passer aux 1607 heures annuelles.

Sur ce point bien précis, l'intersyndicale a bien rappelé qu'elle se plie à la Loi mais c'est sur la question des acquis des agents territoriaux que le bât blesse.

Notamment pour des fonctionnaires dont une partie de leur salaire est fortement impacté par les primes ; en outre la prime dite du « mois de bon soldat » (un mois de congés supplémentaire, pris avant de quitter sa fonction était attribué au fonctionnaire qui faisait valoir ses droits à la retraite. Avec la réforme cet acquis disparaîtrait ; en contrepartie, la collectivité consent à attribuer 15€ par année d'ancienneté aux agents titulaires, mais cela ne serait pas valable pour les nouvelles embauches à partir de Janvier 2022.

Une situation qu'ont dénoncée les syndicats depuis plusieurs mois mais sans avoir le sentiment d'avoir été entendus.



C'est pourquoi à l'heure de siéger pour le Comité Technique qui devait entériner ce nouvel état de fait, les élus et leurs suppléants ont présenté leur démission, sous les vivas des grévistes qui les attendaient dans la cour du château de la Verrerie. Le quorum n'étant pas atteint, le CT devrait être reporté et les syndicats ne siégeront plus mais ont rappelé aux agents que le préavis de grève courrait jusqu'au 31 janvier prochain.

Après une année de discussions pour améliorer et défendre les conditions de travail, l'intersyndicale a souhaité marquer fortement leur désapprobation, que les grévistes ont partagé notamment lorsque que la délégation des membres du CT a traversé la cour du Château sous des sifflets nourris.

1^{er} décembre 2021

AUTUN: LA Cgt du Centre hospitalier interpelle le député Rémy Rebeyrotte

Lettre ouverte au Député

« Monsieur le Député,

Le temps passe... Les problèmes subsistent...Les inquiétudes grandissent !

Nous vous avons alerté dans le courant de l'année de la menace de fermeture de lits d'unité de soins de longue durée . Cette menace est d'ores et déjà mise à exécution avec la diminution à 27 lits au lieu de 54 soit 50% (pour mémoire en 2008 l'USLD accueillait encore 80 patients).

N'oublions pas dans l'intervalle, ce détail " si léger soit-il " de la pure et simple fermeture de l'EHPAD l'Eduenne (soit moins 72 lits !...).

Que dire des urgences ? si ce n'est que la menace plane belle et bien toujours sur ce service, dont les effectifs médicaux ne sont pas stables et /ou fidélisés.

Pouvons nous, nous rassurer quant au projet de restructuration et peut-il à lui seul accroître l'attractivité ?

Dans cette même thématique de ce qui est, n'ayons pas peur des mots, une désertification médicale ; nous apprenons aujourd'hui de l'aveu de la chef de service de médecine 1, que la capacité d'accueil de celui-ci est sur le point de passer à 22 lits au lieu de 34 , faute de candidature(s) de praticien(s) hospitalier(s) .

Rendez vous compte Monsieur le député, 33% de lits fermés dans un service qui "absorbe" les patients stabilisés par les urgences déjà saturées !

Que vont devenir ces patients ?...NOS patients ?...

Ou vont " atterrir " NOS patients ?...NOS proches ?...

Quelles seront les chances de survie, de récupérations des habitants de notre bassin de vie ?...

Dans ce contexte, que pensez-vous Monsieur le Député du rôle que peut/doit jouer le Groupement Hospitalier Territorial ?

Et la responsabilité de l'ARS dans tout cela ?

Comprenez ! Entendez ! Monsieur le Député notre inquiétude face à ce qui s'apparente à une fermeture programmée de NOTRE hôpital .

La CGT de l'hôpital d'AUTUN »

2 décembre 2021

Chalon-sur-Saône : Une trentaine de retraités réclament une hausse de leur niveau de vie

Alors qu'une manifestation d'ampleur de retraités allait se dérouler à Paris jeudi après-midi, l'union locale CGT Retraités a décidé d'organiser quelques heures auparavant un rassemblement place de Beaune, à Chalon. Une trentaine de personnes avaient répondu, en milieu de matinée, à l'appel d'Alain Medici, le responsable syndical local. Les deux événements rassemblaient les mêmes revendications : « Les principales sont une hausse immédiate des pensions de 100 € et de 300 € pour 2022 ainsi que la mise en place d'une sécurité sociale intégrale, solidaire et universelle. Elle serait financée à 100 % par les cotisations sociales. C'est un sujet important car



certaines retraités n'ont pas les moyens de se payer une mutuelle. » Pour le syndiqué, ancien cadre de santé au CHS de Sevrej, le gouvernement doit réagir : « On a quand même 31 % des retraités de ce pays qui vivent avec moins de 1 000 € par mois. Si on ajoute toutes les hausses des prix, notamment sur l'énergie, c'est intenable. On a de plus en plus de personnes du 3e âge qui n'ont d'autres choix que d'aller demander de l'aide aux Restos du cœur », peste Alain Medici.

5 décembre 2021

AUTUN : L'hôpital en souffrance, la Cgt appelle les élus locaux à l'aide

Contre la fermeture de lits, la précarité des soignants, la désertification médicale et la « fermeture programmée » de l'hôpital, la CGT a adressé une lettre ouverte aux institutions responsables.

La lettre ouverte de la CGT dénonce avant tout les fermetures de lits en dépit du contexte sanitaire.

À moyen terme, ce sera « la rentabilité ou la fermeture ». C'est ce que craignent les responsables CGT de l'hôpital d'Autun.

« Le ras-le-bol est total, résume Carlos Frade, infirmier anesthésiste. C'est pourquoi on a privilégié une forme d'expression simple, rapide et directe. » En l'occurrence une lettre ouverte, adressée à la direction du groupement hospitalier, au Département, à la communauté de communes, à la mairie, mais avant tout au député Rémy Rebeyrotte, qui doit les recevoir ce lundi matin.

« C'est un cercle vicieux »

La lettre dénonce avant tout les fermetures de lits en dépit du contexte : « L'unité de soins longue durée (USLD) comptait dans les 80 lits en 2008. On était tombés à 54 puis, avec le Covid, les chambres simples ont remplacé les chambres doubles. Nous voilà à 27 lits sans aucune garantie d'en rouvrir », détaille Stéphane Guyot, aide-soignant.

Carlos Frade abonde : « On n'est jamais informés, encore moins consultés. Il y a de grosses difficultés à recruter, mais aucune action n'est menée pour combler les départs, sans parler de renforcer les équipes qui en auraient bien besoin. Après, on ferme des lits sous prétexte de manque d'effectif puis on enlève de l'effectif sous prétexte qu'il y a moins de lits. C'est un cercle vicieux. »

Flexibilité et précarisation



Si l'impact de la crise sanitaire est indéniable, la CGT souligne une dégradation des conditions de travail que la mise en place du Groupement hospitalier de territoire (GHT) Autun/Chalon/Montceau n'a pas arrangé : « On fonctionne avec des intérimaires et une plateforme Hublo, qui permet à chaque soignant d'enregistrer ses disponibilités pour être appelé en cas de besoin d'heures supplémentaires, avec des plafonds légaux. Sauf qu'à force de maintenir nos salaires en dessous des pays voisins, on a rendu les soignants financièrement dépendants de ces heures », détaille Carlos Frade, sans nier l'envergure nationale de ces considérations. « On souhaite dire que ça suffit. Ça suffit les semaines de 70 heures sur six jours, payées au lance-pierre, le management par la pression, la déshumanisation, la flexibilité et la précarisation à outrance. Ça suffit. »

« On attend du soutien »

La goutte d'eau semble avoir été le Ségur de la santé, consultation nationale promise puis mise en place au début de l'été. La CGT a refusé de signer les mesures « très insuffisantes » proposées à l'issue, exigeant des hausses de salaires, d'effectifs et des baisses de charge de travail.

C'est dans cette optique que les responsables CGT de l'hôpital d'Autun se tournent aujourd'hui vers les élus locaux : pour obtenir « du soutien, une vraie politique d'accompagnement des hôpitaux et de recrutement, enfin un peu de cohérence et de logique. » Bref, de quoi les rassurer face à la perspective « rentabilité ou fermeture » qui semble nourrir leurs craintes à moyen terme.

On ferme des lits sous prétexte de manque d'effectif puis on enlève de l'effectif sous prétexte qu'il y a moins de lits. C'est un cercle vicieux. Carlos Frade, infirmier anesthésiste

7 décembre 2021

CHALON/SAONE : Les oubliés du Ségur se sont mobilisés pour plus d'égalité

Plus de 500 professionnels du social et médico-social ont manifesté ce mardi 7 décembre dans les rues de Chalon-sur-Saône. Travailleurs sociaux, éducateurs spécialisés, mandataires judiciaires, infirmiers, aides médico-psychologiques... Tous dénoncent les inégalités du Ségur de la santé. Plus de détails avec Info Chalon.

Après presque 2 ans de crise sanitaire, les salariés du sanitaire, du social et du médico-social n'ont jamais baissé la garde et se sont toujours fortement mobilisés pour répondre présent à l'accompagnement des personnes les plus vulnérables, à la continuité des prises en charge de quelque nature que ce soit.

Mais jusqu'à quand?

Cette situation a mis en évidence les tensions fortes que subissent les différentes institutions qu'elles soient du public ou du privé non lucratif.



Clivages, conditions de travail dégradées, perte du sens du travail et au travail, tensions, insuffisance des effectifs, absence de reconnaissance professionnelle, manque d'attractivité des métiers, démissions, perte de bien-être... **Les conséquences sont nombreuses selon eux, avec des salaires en berne depuis presque 20 ans.**

Comme elle l'explique dans son communiqué, *«depuis 2019, le monde de la santé, avec la CGT, alerte sur la situation catastrophique des établissements. Avec la crise sanitaire, le gouvernement n'a pas pu continuer à le cacher. Il a été contraint, par la mobilisation des salariés et de la population, de mettre en place ce fameux "Séguir" issue de négociations».*

Mais **ce mardi 7 décembre, les professionnels du secteur social et médico-social étaient en colère.**

En colère de *«de ne plus pouvoir exercer leur métier».*

En colère du *«non-respect du principe d'égalité de traitement».*

En colère *«parce que, même s'il y a des revalorisations salariales pour certains de 183 euros net, elles permettent tout juste d'atteindre la moyenne européenne des salaires du salaire de la santé».*

«Certains professionnels financés par l'ARS ont eu enfin accès à la fameuse prime de 183 euros mais il reste encore beaucoup de métiers rejetés», nous explique un manifestant qui a répondu, comme les autres, à l'**appel national de plusieurs syndicats (CGT, Sud, CNT, FO) des secteurs du social et du médico-social mais plus localement, de l'Union départementale CGT de la Santé et de l'Action Sociale 71, de journée de grève.**

«Nous voulons un Séguir juste et une reconnaissance des compétences et du bien-être pour tous», complète **Hervé Maillot**, le secrétaire général CGT Santé-Action Sociale.

Pour rappel, au début des négociations, la base revendicative commune, toutes organisations syndicales confondues, étaient de 300 euros net pour tous.

Près de 450 personnes, selon la Police, 500 selon les organisateurs, ont bravé le froid et la pluie pour se retrouver ce mardi après-midi, à Chalon-sur-Saône, dans le but de dénoncer les «injustices dont les professionnels de santé font les frais».

Réclamant à corps et à cris un semblant d'écoute et de reconnaissance, les manifestants craignent que ces inégalités amènent le gouvernement à mettre en place une convention unique, qui serait «néfaste pour tous puisque les accords nationaux passeraient derrière les accords d'entreprise laissant encore plus de pouvoir aux patrons».

Parti de la Maison des Syndicats, lieu du rendez-vous fixé à 14 heures 30, le cortège s'est dirigé vers les grilles de la sous-préfecture, en passant notamment par la Rue de Belfort, la Place de Beaune, la Rue Émiland Ménand, la Place de l'Obélisque, la Place du Général de Gaulle et pour finir, la Rue du Général Leclerc avant de se disloquer après quelques prises de parole.

Parmi les institutions représentées dans les rangs des manifestants, citons pêle-mêle la Protection Judiciaire de la Jeunesse (PJJ), l'Association Médico Educative Chalonnaise (AMEC), les PEP 71, l'ESAT Association Pour Adultes et Jeunes Handicapés (APAJH) de Crissey, les Papillons Blancs de Sevrey, Simard et Autun, l'association Le Pont qui a fusionné avec La Croisée des Chemins, les mandataires judiciaires, Convergences 71, le foyer d'hébergement traditionnel (FHT) Les Rogeats de Joncy, le Dispositif d'accueil pour les mineurs isolés étrangers (DAMIE) France Horizon, la Sauvegarde 71, le Foyer Arcadie - ADFAAH de Saint-Rémy, la Mutualité Française de Saône-et-Loire Initiative pour l'Emploi des Jeunes (IEJ), la Mutualité Française de Saône-et-Loire SAJ-SAVS, l'ESAT Ateliers de la Petite Grosne de Mâcon, Espaces Le Clos Mouron de Tournus, l'Institut Départemental de l'Enfance et de la Famille de Châtenoy-le-Royal, la Maison départementale des solidarités (MDS) du Creusot et le Département de Saône-et-Loire.



Selon les organisations syndicales, ils étaient 200 aussi à Montceau-les-Mines, 180 selon la Police.

Parmi les principales revendications des grévistes, défendre les conventions collectives, leurs diplômes et les grilles de salaires, sauvegarder et étendre les congés trimestriels, obtenir de véritables moyens et des politiques fortes en faveurs ainsi qu'une revalorisation significatives des salaires pour toutes et tous.

Durant les prises de parole, Hervé Maillot a annoncé que **les salariés du sanitaire, du social et du médico-social manifesteront à nouveau le mardi 11 janvier à Chalon-sur-Saône.**

7 décembre 2021

MONTCEAU-LES-MINES : L'aide à domicile, « les oubliés du Ségur »

Le personnel du SSIAD rattaché à l'association Apalib-Domisol est en grève ce mardi 7 décembre pour demander à bénéficier de la prime Ségur et une juste revalorisation salariale.

Les aides-soignantes seront présentes cet après-midi, pour la manifestation à 14h 30 devant la mairie de Montceau-les-Mines pour faire entendre leurs revendications.

Dans les établissements (hôpitaux, Ehpad, ...) les professionnels du soin ont eu le droit à la prime Covid de 183 euros, « pour le même travail, on n'a rien touché », font remarquer les aide-soignantes.

« Nous avons suivi une formation d'aide-soignante dans un IFSI (*Institut de Formation en Soins Infirmiers*) et avons eu notre diplôme comme tous les soignants qui ont bénéficié de la prime Ségur : on nous reconnaît comme soignant pour l'obligation vaccinale mais pas pour la revalorisation salariale ! »

Au plus fort de l'épidémie, elles ont toujours été présentes, en toutes circonstances : « Nous étions souvent le lien unique avec l'extérieur pour les personnes en situation de dépendance. Nous demandons simplement à être reconnues et considérées comme telles ».



« Nous sommes les laisser pour compte du système ».

Le gouvernement invoque l'avenant 43 qui a permis la révision de la classification des emplois et du système de rémunération des salariés de la branche des aides à domicile. « Nous demandons à être reconnus comme soignants et les 183€ pour tous, pour toute la fonction publique hospitalière et à toutes les conventions du médico-social ».

À ce jour, les SSIAD sont confrontés à d'importantes difficultés de recrutement de personnel :

- travail en horaires coupés
- utilisation de sa voiture personnelle avec une indemnisation de 35 centimes du km, non réévaluée depuis 2008, alors que le prix des carburants ne cesse d'augmenter !
- salaire de base peu élevé malgré l'avenant 43
- pas de prime Ségur

14 décembre 2021

EHPAD DE BUXY : « On va au travail la boule au ventre »

Après le dépôt de plaintes pour harcèlement moral visant le directeur de l'Ehpad de Buxy, des plaintes pour lesquelles l'enquête se poursuit, les langues se délient. De nouveaux témoignages, qui n'ont pas débouché sur de nouvelles plaintes, vont dans le même sens.

Quand elles ont appris les plaintes déposées fin octobre à l'encontre du directeur de l'Ehpad de Buxy, [cinq plaintes pour harcèlement moral](#), de nouvelles personnes ont décidé, à leur tour, de témoigner. À condition que leur témoignage reste anonyme. Elles ne veulent pas subir d'éventuelles répercussions sur leurs lieux de travail. Sur les trois que nous avons rencontrées, deux sont en poste depuis plusieurs années. Une troisième est en CDD, depuis 7 ans. Sans savoir si son contrat va, ou non, être renouvelé à la fin du mois de décembre. Dans leurs propos, elles expriment le sentiment d'être dévalorisées. « Il nous dénigre et nous rabaisse devant les familles. Il se montre irrespectueux et méprisant. »

Toutes évoquent une « boule au ventre » quand elles vont prendre leur service.

• Pas assez de personnel

À ce constat, s'ajoute celui de ne pas pouvoir faire son travail correctement. L'une d'elles se souvient : « Un jour, j'avais une demi-heure pour distribuer les plateaux-repas à six résidents. Comment peut-on faire manger correctement six résidents en si peu de temps ? » Quand il est arrivé en juin 2019, Patrick Vieu avait pour mission de redresser une [situation financière dégradée](#). À leurs yeux, « les chiffres deviennent plus importants que l'humain ».

• CDD non renouvelé

Dans un contexte où les témoins sont unanimes pour considérer leurs conditions de travail dégradées, ils ne comprennent pas pourquoi l'un de leur collègue, après cinq ans de CDD, vient de recevoir une lettre lui signifiant le non-renouvellement de son contrat. Une décision que l'intéressé a du mal à encaisser après avoir été sur le pont, tout au long de la crise sanitaire. « Je pense surtout aux résidents », affirme-t-il en montrant une lettre signée par une quarantaine d'entre eux demandant expressément « que son contrat soit renouvelé » et faisant mention de son efficacité « avec toujours un petit mot gentil ». Plus d'une vingtaine de ses collègues ont adressé une lettre au directeur allant dans le même sens.

• Les réactions

Invité à s'expliquer, le directeur de l'établissement, après nous avoir fixé un rendez-vous, l'a annulé en précisant qu'il nous « transmettrait ses observations par mail ». Du côté des syndicats, Hervé Maillot, délégué régional CGT santé et action sociale, affirme être aux côtés des agents : « Ils ne sont plus seuls. Il faut que la peur change de camp », affirme-t-il précisant avoir pris contact avec l'Agence régionale de santé. L'ARS qui nous a répondu, une nouvelle fois, ne pas faire « de commentaires sur une procédure en cours ». Concernant la plainte pour harcèlement moral, le dossier a été transmis au parquet et l'enquête se poursuit.

14 décembre 2021

CHALON/SAONE : Déménagement de GRDF, les agents ont posé les sacoches

Mardi matin, près de cinquante personnes ont pris part à la manifestation organisée sur le site de GRDF, rue Victor-Hugo à Chalon. Une partie était des agents qui travaillent sur place, mais des retraités ou des agents d'Enedis étaient venus en renfort.



• Risque de départ pour 96 salariés ?

« On pose les sacoches et on veut des explications ! », a lancé Régis Sarandao, secrétaire général CGT Mines énergies 71. Ils souhaitent défendre le maintien de leur emploi dans la région. [La visite de la directrice Grand Est](#), le 30 novembre, a été un choc pour tous les salariés. « Elle a reçu les services un à un et on a tous compris la même chose », raconte une salariée. À savoir que GRDF quittait la rue Victor-Hugo et que, hormis les agents techniques, le reste des 96 salariés seraient redéployés à Beaune, Dijon ou près de Metz. « Depuis, elle a rétropédalé », constate Luisa Coelho, élue CGT au CSE, amère.

« Il y a deux ans, il fallait trouver un site quand Enedis est parti, se souvient Olivier Petit, secrétaire syndical FO GRDF Est, qui s'est joint au mouvement. Les salariés ont émis le souhait de rester ici, près de la gare. On était sur un projet de rénovation, jusqu'à choisir la couleur des chaises ! »

• Le mouvement continue

Mais le propriétaire de l'immeuble, Covivio, a abandonné le projet de rénovation, laissant à GRDF jusqu'à 2023 pour déménager. « Prenez vos responsabilités, ne croyez pas que chacun d'entre vous passera entre les mailles du filet !, a exhorté Régis Sarandao. J'appelle à la grève et à bloquer les sites ! » La direction doit rencontrer le Grand Chalon le 21 décembre pour envisager de nouveaux sites.



Journées d'action à venir

Journée de mobilisation de la santé et action sociale le 11 janvier

- Chalon-sur-Saône : rassemblement à 14h30
- Montceau-les-Mines : rassemblement à 14h30
- Mâcon : horaire et lieu à confirmer

Journée de mobilisation nationale le 27 janvier

LA CGT
VOUS SOUHAITE
+ DE LIBERTÉ,
+ D'ÉGALITÉ,
+ DE FRATERNITÉ ET
+ DE CONQUÊTES
BONNE ANNÉE



Formations syndicales départementales 2022

Du 5 au 7 janvier

Lutter contre les violences
sexistes et sexuelles à Chalon

Les 20 et 21 janvier

Journées d'étude sur la nouveau
CSSCT au Creusot

Jeudi 24 février

Combattre les idées d'extrême
droite

Du 7 au 11 mars

Formation CSE au Creusot

Du 14 au 18 mars

Formation Défenseur syndical

Du 4 au 8 avril

Formation CSSCT au Creusot

Du 26 au 30 septembre

Formation CSE au Creusot

Du 10 au 14 octobre

Formation de formateurs
au Creusot

Du 17 au 21 octobre

Formation Conseiller du salarié
au Creusot

Du 21 au 25 novembre

Formation CSE au Creusot

Du 19 au 23 décembre

Formation Niveau 2 1^{ère} partie
au Creusot